

Bruxelles, le 24 juillet 2020

Avis 2020/13

Rendu à la demande de la commission des Affaires sociales, de l'Emploi et des Pensions de la Chambre des représentants

Allocation de redéploiement

Contenu

En résumé.....	1
1 Contexte	2
2 Proposition d'allocation de redéploiement	2
3 L'avis du Comité	3
Annexe I.....	6

En résumé

A la demande de la commission des Affaires sociales de l'Emploi et des Pensions de la Chambre des représentants, le CGG émet un avis sur une proposition de loi visant à instaurer une allocation de redéploiement. Il s'agit d'une allocation mensuelle dégressive pour une période de 6 mois maximum, destinée à soutenir les indépendants qui relancent leur activité après le confinement, mais qui rencontrent (continuent à rencontrer) malgré tout des difficultés financières, et d'éviter ainsi d'éventuelles faillites. Le Comité formule à propos de la proposition des observations de deux ordres.

Tout d'abord, il émet deux réserves quant à la finalité de la proposition. Premièrement, il existe, outre la mesure temporaire de crise droit passerelle, le droit passerelle relance. Ce système est déjà destiné aux travailleurs indépendants qui ont subi une perte de revenus en raison des mesures de fermeture et d'interdiction et pour lesquels les circonstances de reprise des activités ne permettent pas d'atteindre immédiatement le niveau de revenus d'avant la crise. Quant à l'allocation de redéploiement, axée sur la prévention des faillites et liée à un suivi obligatoire, elle constitue plutôt une mesure d'accompagnement. Dans le cadre d'un avis sur une initiative similaire (à savoir l'allocation-rebond), le Comité a déjà souligné en 2016 que les initiatives qui contribuent à renforcer les politiques d'accompagnement des travailleurs indépendants en difficulté, bien que valables, ne s'inscrivent pas dans le cadre du statut social des travailleurs indépendants.

Outre les observations sur la finalité de la proposition, le Comité formule également un certain nombre de remarques juridico-techniques et de fond, notamment en ce qui concerne le champ d'application personnel et la procédure de demande et d'octroi proposée.

Fin juin, la commission des Affaires sociales, de l'Emploi et des Pensions de la Chambre des représentants a demandé au CGG de rendre un avis sur une proposition de loi visant à créer une "allocation de redéploiement".

1 Contexte

Selon les auteurs de la proposition¹, il y aura besoin, dans la période à venir, d'une aide supplémentaire pour les indépendants qui font face à des difficultés financières temporaires à la suite du COVID-19. La crise du corona est en effet sans précédent. Même si sa durée et l'ampleur exacte de ses conséquences sont encore incertaines, les auteurs estiment que les prévisions économiques laissent déjà présager une baisse importante de l'activité économique et, par conséquent, une hausse de la pauvreté. Selon l'Economic Risk Management Group, la faillite est très probable pour 9 % des entreprises belges. D'autres études (UCM, SNI, BECI) montrent également que la situation reste compliquée pour de nombreux indépendants malgré le déconfinement progressif.

Les auteurs de la proposition reconnaissent que les gouvernements fédéral et régionaux ont pris des mesures exceptionnelles² pour aider les indépendants et les entreprises à surmonter cette crise. Ils estiment toutefois que, lorsque les mesures exceptionnelles dans le cadre du droit passerelle s'achèveront, le niveau d'activité de nombreux indépendants sera toujours inférieur à celui d'avant la crise. Ils proposent donc, dans le cadre d'un plan de relance économique, d'instaurer une allocation de redéploiement qui donnerait un coup de pouce aux indépendants en difficultés pour relancer leur activité et se réorienter, et ainsi leur éviter la faillite.

2 Proposition d'allocation de redéploiement

La proposition d'allocation de redéploiement soumise au Comité s'inspire de la proposition d'allocation-rebond³.

Dans la pratique, l'allocation de redéploiement consisterait au versement d'un montant mensuel dégressif pendant une période maximale de 6 mois. Pendant les deux premiers mois, ce montant s'élèverait à 1.300 euros. Il passerait ensuite à 1.000 euros pour les deux mois suivants et serait finalement de 700 euros pour les deux derniers mois. En cas de charge de famille⁴, 300 euros supplémentaires seraient octroyés en plus du montant mensuel.

La durée effective de l'allocation dépendrait du nombre de trimestres pendant lesquels l'indépendant a cotisé. Si l'indépendant a moins de 3 années d'activité, cette aide ne serait donc pas accordée.

L'indépendant qui désire bénéficier de l'allocation devrait en faire la demande à l'INASTI par le biais de sa caisse d'assurances sociales. L'indépendant devrait ainsi prouver qu'il est suivi par

¹ Gilles Vanden Burre (Ecolo) et Evita Willaert (Groen).

² Au niveau du statut social : mesure temporaire de crise droit passerelle, report de cotisations, dispense de cotisations, renonciation aux majorations, réduction de cotisations.

³ Document parlementaire DOC 54 0688/001.

⁴ Démontrée sur base d'une attestation de la caisse d'assurances sociales.

une structure d'accompagnement agréée⁵ et qu'il éprouve des difficultés dans son activité professionnelle⁶. L'objectif est ici d'éviter les demandes infondées. En outre, l'indépendant qui a obtenu une dispense de cotisations pendant l'année qui précède la demande ne pourrait pas bénéficier de l'allocation de redéploiement.

La proposition de loi soumise à l'avis du Comité prévoit une évaluation de l'allocation de redéploiement dans l'année qui suit son entrée en vigueur. Celle-ci serait réalisée par le service d'Etudes de l'INASTI sur base de critères d'évaluation fixés en concertation avec le Conseil supérieur des Indépendants et des PME. L'objectif serait de faire un bilan du dispositif, d'en mesurer les conséquences financières et de prévoir des ajustements dans l'éventualité où ce dispositif serait à nouveau nécessaire à l'avenir.

3 L'avis du Comité

Le Comité prend connaissance de la proposition de loi visant à créer une allocation de redéploiement. Il formule des remarques de deux natures à ce sujet.

3.1 Finalité de la proposition

Le texte de la proposition présente les objectifs de l'allocation de redéploiement comme suit :

- *"l'instauration d'une allocation financière temporaire dans le contexte de la crise sanitaire provoquée par la pandémie du COVID-19. Le but est de permettre au travailleur indépendant faisant face à des difficultés économiques et financières suite à la pandémie du COVID-19 d'éviter la faillite et de pouvoir se réorganiser, pour se relancer."* (résumé de la proposition).
- *"[permettre] à l'indépendant de continuer à vivre dignement, de disposer des moyens financiers nécessaires pour se réorienter et, si possible, sauver son activité. Cette proposition de loi entend donc, dans un même temps, procéder à une amélioration du statut social de l'indépendant et à limiter le nombre de faillites, quand cela est possible."* (p.7 de la proposition)
- *"Additionné au revenu subsistant, cette allocation de redéploiement doit donner à l'indépendant concerné par des difficultés les moyens d'éviter tant de sombrer que de se diriger vers la faillite."* (p.8 de la proposition)

3.1.1 Allocation de redéploiement en tant que mesure temporaire de crise

Le Comité souligne qu'outre la mesure temporaire de crise droit passerelle, il existe également le droit passerelle de relance pour les indépendants qui subissent une perte de revenus à la suite de la crise du coronavirus.

⁵ Par exemple, les SAACE, les Centres pour Entreprises en difficulté, Dyzo.

⁶ Pour être considéré en difficultés, l'indépendant doit répondre à un des critères suivants : situation de règlement collectif de dettes (analogie avec le 2^e pilier du droit passerelle classique), baisse de la marge brute de 30 % sur une période de référence déterminée ou bénéfice de la mesure temporaire de crise droit passerelle.

Ce système, qui est pour le moment d'application de juin à août, vise spécifiquement à soutenir les indépendants qui, malgré la reprise possible de leur activité⁷ après une cessation forcée, subissent encore une perte de revenus. L'objectif de cette mesure est de soutenir financièrement ces indépendants dans la relance de leur activité. La mesure est notamment destinée aux indépendants dont la perte de revenus est très importante en raison des mesures de fermeture et d'interdictions et pour qui les circonstances dans lesquelles ils peuvent à présent redémarrer leur activité ne permettent pas de ramener immédiatement les revenus au même niveau qu'avant la crise.

Tout comme l'allocation de redéploiement proposée, le droit passerelle de relance ne requiert pas d'interruption de l'activité indépendante et offre un soutien financier qui s'ajoute aux revenus professionnels que le travailleur indépendant génère de la reprise de son activité.

Contrairement à l'allocation de redéploiement, le droit passerelle de relance est toutefois un revenu de remplacement qui vise à compenser la perte de revenus et de pouvoir d'achat des ménages dont l'activité indépendante constitue au moins une des sources de revenus. À l'inverse de l'allocation de redéploiement, le droit passerelle de relance ne vise donc pas à soutenir financièrement l'activité indépendante ou l'entreprise de l'indépendant. Selon le Comité, cette différence de finalité explique par ailleurs pourquoi l'allocation de redéploiement telle que développée par les auteurs de la proposition doit être vue plutôt comme une mesure de politique d'accompagnement et pas comme une initiative qui s'inscrit dans la philosophie de la sécurité sociale (cf. 3.1.2).

Le CGG souhaite également indiquer qu'il réalise en ce moment une première évaluation de la mesure temporaire de crise droit passerelle. Il s'engage à rendre prochainement, sur base de cette évaluation, un avis concernant les mesures éventuelles nécessaires après le 31 août. Le Comité considère qu'il n'est pas recommandé dans l'intervalle de déjà prendre de nouvelles initiatives supplémentaires pour les indépendants qui subissent une perte de revenus à la suite du COVID-19.

3.1.2 Allocation de redéploiement comme instrument de politique d'accompagnement

Comme déjà indiqué précédemment, la proposition d'allocation s'inspire d'une proposition précédente visant l'introduction d'une allocation-rebond, sur laquelle le Comité avait déjà rendu un avis négatif en 2016⁸.

Dans cet avis, le Comité indiquait apprécier les initiatives visant à renforcer la politique d'encadrement en faveur des indépendants en difficulté en complément du droit passerelle. Il est en effet nécessaire d'offrir un bon accompagnement (aussi bien préventif que curatif) aux indépendants qui rencontrent des difficultés financières.⁹ Le Comité trouvait à l'époque que la proposition de création d'une allocation-rebond avait ses mérites en ce sens.

⁷ À compter du 4 mai 2020 au plus tôt.

⁸ Avis CGG 2016/13 du 22 septembre 2016 'L'allocation-rebond'.

⁹ Ainsi, le Comité a entre autres proposé, dans le passé, la création d'une cellule de coordination qui rassemble toutes les organisations impliquées dans l'aide aux indépendants en difficulté et ce, afin

Dans cet avis, le Comité a également souligné que la prévention des risques n'est pas une finalité du statut social. Les initiatives en ce sens, telle l'allocation de redéploiement, relèvent de la compétence des Régions. Le Comité estime donc qu'il n'est pas souhaitable d'accorder aux indépendants en difficulté des incitants financiers dans le cadre du statut social (matière fédérale) en vue de les pousser à se faire assister par des structures d'accompagnement agréées (matière régionale). Par ailleurs, la politique d'accompagnement des entreprises en difficultés relève du domaine économique. Conditionner l'allocation de redéploiement à un accompagnement par une structure agréée en fait une mesure de soutien économique en vue de la sauvegarde de l'entreprise. Cette allocation sort donc du champ d'application du statut social.

3.2 Elaboration technique de la proposition

Pour finir, le texte de la proposition soulève une série de questions, qui sont aussi bien d'ordre juridique et technique que sur le plan du contenu :

- la définition du champ d'application personnel ;
- les conditions d'octroi ;
- la procédure de demande et d'octroi (qui s'éloigne des procédures habituelles pour les autres prestations du statut social des travailleurs indépendants).

Un aperçu de ces problèmes est repris en annexe.

Au vu des remarques susmentionnées, le Comité émet un avis négatif sur la proposition de loi visant à créer une allocation de redéploiement.

Au nom du Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants, le 24 juillet 2020 :

Veerle DE MAESSCHALCK,
Secrétaire

Jan STEVERLYNCK,
Président

d'optimiser la distribution d'informations et l'accompagnement de ces indépendants et ainsi, de mieux les diriger vers les initiatives d'accompagnement existantes. Ensuite, le CGG s'est également montré partisan d'un soutien financier des organisations qui accompagnent les indépendants sur une base plus structurelle. Par ailleurs, le Comité estime qu'il faut sensibiliser les CPAS à la problématique de l'indépendant en difficulté. Pour finir, le Comité a indiqué dans ses précédents avis qu'il accordait de l'importance à une réintégration (rapide) sur le marché du travail des indépendants bénéficiant du droit passerelle. On pourrait ici envisager, entre autres, d'ouvrir aux indépendants les programmes de remise au travail.

Annexe I

Wetsvoorstel tot instelling van een "hervattingstoelage" voor de zelfstandigen die het ingevolge de COVID-19-pandemie moeilijk hebben¹⁰ - *Artikelsgewijze analyse, uitgevoerd door de dienst Juridische en Algemene Studies, RSVZ*

- Art. 2
 - De zelfstandige wordt in de meest ruime zin omschreven als de zelfstandige bedoeld in art. 3 van het KB nr. 38. Nergens in dit voorstel wordt echter het personeel toepassingsgebied duidelijk afgebakend aan de hand van bijdragecategorieën. In principe komt iedereen met een zelfstandige activiteit, hoe klein ook en ongeacht de betaalde bijdragen, in aanmerking. Dus ook bijberoepers die niets of verminderd bijdragen, meewerkende echtgenoten in mini-statuuut, actieve gepensioneerden met of zonder bijdragen, Dit toepassingsgebied wordt enkel ingeperkt door de toepassing van art. 4, op grond waarvan een minimumaantal betaalde kwartaalbijdragen wordt vereist, wat dus de 0-bijdrage uitsluit. Evenwel wordt niet gespecificeerd op welk moment die bijdragen moeten zijn betaald. Dit kan dus ooit in de loop van de beroepsloopbaan zijn.
 - Volgens de titel is de uitkering bedoeld voor zelfstandigen die het moeilijk hebben ingevolge de COVID-19-pandemie. Maar van de 3 voorwaarden is er maar 1 die een directie link heeft met de COVID-19-pandemie. Er komen dus ook nog moeilijkheden omwille van andere redenen in aanmerking.
 - De voorwaarde "*de voorwaarden die zijn opgenomen in artikel 4, 2°, van de wet van 22 december 2016 houdende invoering van een overbruggingsrecht ten gunste van zelfstandigen, behalve wat de stopzetting van de zelfstandige activiteit betreft*" verwijst dus naar "*de zelfstandigen, helpers en meewerkende echtgenoten die in het kader van een collectieve schuldenregeling van de rechter de homologatie van een minnelijke aanzuiveringsregeling verkregen hebben, een gerechtelijke aanzuiveringsregeling opgelegd geweest zijn of een aanpassing of herziening van de regeling verkregen hebben, in de zin van de wet van 5 juli 1998 betreffende de collectieve schuldenregeling en de mogelijkheid van verkoop uit de hand van de in beslag genomen onroerende goederen, binnen een periode van drie jaar die voorafgaat aan de eerste dag van het kwartaal volgend op het kwartaal waarin de zelfstandige activiteit werd stopgezet*". Dit gaat dus over zelfstandigen die het voorwerp uitmaakten van een collectieve schuldenregeling. Sinds de hervorming van het ondernemingsrecht zijn alle zelfstandigen ondernemingen en dan geldt de collectieve schuldenregeling niet. In dat geval geldt de gerechtelijke reorganisatie. De gerechtelijke reorganisatie wordt evenwel niet bij de voorwaarden vermeld. Bovendien is niet duidelijk op welk moment betrokkene het voorwerp moest zijn van die collectieve schuldenregeling. Er staat immers dat die voorwaarde geldt "*behalve wat de stopzetting van de zelfstandige activiteit betreft*". Voor het overbruggingsrecht moet de collectieve schuldenregeling er zijn in de periode van 3 jaar voorafgaand aan de stopzetting. Maar vermits er in het kader van de hervattingstoelage geen stopzetting is, binnen welke periode moet dit dan voor de hervattingstoelage?
 - Het is niet duidelijk wat wordt bedoeld met "*de zelfstandige heeft te maken met een daling van de brutomarge met 30% over een referteperiode van drie opeenvolgende*

10

<https://www.dekamer.be/kvvcr/showpage.cfm?section=/flwb&language=nl&cfm=/site/wwwcfm/flwb/flwb.n.cfm?legislat=55&dossierID=1359>

kwartalen". Gaat het dan om willekeurig in de tijd gesitueerde drie opeenvolgende kwartalen?

- Het is niet duidelijk op welk moment in de tijd het vervuld zijn van de voorwaarde "*zijn belastbare inkomsten liggen niet hoger dan het maximum voor de tweede belastingschijf, waarvoor een belastingtarief van 40 % geldt, als bepaald bij artikel 130 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992*" moet worden vastgesteld.
- Het is niet duidelijk wat wordt bedoeld met de voorwaarde "*hij ontvangt het overbruggingsrecht ten gunste van zelfstandigen krachtens het koninklijk besluit nr. 13 van 27 april 2020 tot wijziging van wet van 23 maart 2020 tot wijziging van de wet van 22 december 2016 houdende invoering van een overbruggingsrecht ten gunste van zelfstandigen en tot invoering van tijdelijke maatregelen in het kader van COVID-19 ten gunste van zelfstandigen, in het bijzonder voor wat betreft de uitbreiding naar bepaalde zelfstandigen in bijberoep en actieve gepensioneerden*". Dit is immers een KB dat een aantal bepalingen van de basiswet van 23 maart 2020 over de tijdelijke corona-overbruggingsrecht retroactief wijzigt vanaf de datum van inwerkingtreding van die wet van 23 maart 2020. Het is bijgevolg vreemd dat enkel naar de wijziging van enkele artikelen wordt verwezen, maar niet naar de totaliteit van de regelgeving over het corona-overbruggingsrecht. Het gaat dan om de uitkeringen van het corona-overbruggingsrecht in maart en april 2020, maar die basiswet van 23 maart 2020 werd nadien nog gewijzigd, eerst om de regeling te verlengen in de maand mei 2020, vervolgens een verlenging in juni 2020 en vervolgens een verlenging met aangepaste modaliteiten in juli en augustus 2020. De uitkeringen in de maanden mei, juni, juli en augustus 2020 komen dus niet in aanmerking ingevolge de verwijzing naar één specifiek wijzigingsKB in plaats van naar de basiswetgeving.
- De formulering "*hij ontvangt het overbruggingsrecht ten gunste van zelfstandigen krachtens het koninklijk besluit nr. 13 van 27 april 2020*" is onzorgvuldig. Volstaat de toekenning van dat overbruggingsrecht voor minstens 1 maand? Moet er nog steeds een dergelijke toekenning zijn op het moment van de aanvraag?
- Art. 3
 - De toelage wordt verhoogd voor wie de hoedanigheid heeft van "*werknemer met persoon ten laste*" in de zin van artikel 225 van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.". Aangezien het hier gaat om zelfstandigen dient in plaats van "werknemer met persoon ten laste", te worden verwezen naar "gerechtigde met gezinslast", zoals dat ook het geval is in de wet van 22 december 2016 houdende invoering van een overbruggingsrecht ten gunste van zelfstandigen. Bovendien moet nog bekeken worden of het aangewezen is personen met gezinslast hier op die manier, in het kader van de ziekteverzekering, te omschrijven.
 - Vermits de hoedanigheid van gerechtigde met gezinslast wordt bepaald aan de hand van de criteria van de ziekteverzekering, dient het attest te worden afgeleverd door het ziekenfonds en niet het socialeverzekeringsfonds.
- Art. 4
 - Het is onduidelijk hoe de vereiste "*minstens aan zijn vierde activiteitenjaar bezig is*" precies moet worden geïnterpreteerd als er onderbrekingen in de zelfstandige beroepsactiviteit zijn. Gaat het om 4 opeenvolgende jaren of 4 willekeurige jaren in de loop van de volledige beroepsloopbaan? Wat met iemand die bijvoorbeeld 15 jaar actief was als zelfstandige, vervolgens die activiteit heeft stopgezet gedurende 2 jaar en nu sinds een jaar een nieuwe zelfstandige beroepsactiviteit heeft? En gaat het om een volledig kalenderjaar of een periode van 365 dagen?

- De aanvrager moet dus minstens 12 kwartaalbijdragen betaald hebben. Er wordt evenwel niet gespecificeerd op welk moment die bijdragen moeten zijn betaald. Dit kan dus ooit in de loop van de beroepsloopbaan zijn. Het kan dus bijvoorbeeld gaan om een zelfstandige in bijberoep die ooit 12 kwartaalbijdragen heeft betaald, maar ondertussen bijvoorbeeld al een 10-tal jaren door zijn lage inkomsten geen bijdragen meer betaalt.
- In het licht van het gelijkheids- en non-discriminatiebeginsel is het niet duidelijk op grond van welke motivering het uitsluiten van de zelfstandigen die tijdens het voorafgaande jaar vrijstelling van socialezekerheidsbijdragen hebben gekregen, wordt verantwoord.
- Art. 5
 - De aanvraagtermijn is 3 maanden na datum van het einde van de tijdelijke maatregelen als bedoeld in het KB nr. 13 van 27 april 2020. Het is onduidelijk wat precies wordt bedoeld. Het KB nr. 13 is immers een KB dat een aantal bepalingen van de basiswet van 23 maart 2020 over de tijdelijke corona-overbruggingsrecht retroactief wijzigt vanaf de datum van inwerkingtreding van die wet van 23 maart 2020 en betreft een uitkering voor de maanden maart en april 2020. Het tijdelijke corona-overbruggingsrecht werd nadien echter nog verlengd tot de maanden mei, juni, juli en augustus 2020. Die verlengingen gebeurden echter door andere KB's dan het KB nr. 13, die alleen de basiswet van 23 maart 2020 hebben wijzigd. De verwijzing naar enkel het KB nr. 13 doet dus veronderstellen dat de 3 maanden ingaan na april 2020 en dat de aanvraagtermijn dus verstrijkt op 31 juli 2020.
 - Er staat niet in dat de aanvraagtermijn "op straffe van verval" is, waardoor er discussie kan ontstaan over de gevolgen bij overschrijding van de termijn.
 - De aanvraag moet worden ingediend bij het RSVZ, via het socialeverzekeringsfonds van betrokkene. Het RSVZ neemt de beslissing tot toekenning van de toelage. Deze procedure wijkt af van de toekenningsprocedure voor alle andere uitkeringen in het sociaal statuut van de zelfstandigen. Niet het RSVZ maar de socialeverzekeringsfondsen en in bepaalde gevallen de ziekenfondsen, kennen de uitkeringen toe.
 - Er wordt geen enkele vormvereiste (elektronisch, per (aangetekende) brief, ...) voor het indienen van de aanvraag voorgeschreven.
 - Het is niet duidelijk of het bewijs van de begeleiding door een begeleidingsstructuur ook moet worden geleverd binnen de aanvraagtermijn van 3 maanden. Indien ja, dan stelt zich de vraag of die begeleidingsstructuren in de mogelijkheid zijn dat af te leveren binnen die periode, zeker als dat bewijs van de begeleiding concreet gebeurt aan de hand van een door de begeleidingsstructuur opgesteld toezichtverslag en een concreet actieplan, zoals beschreven in artikel 6. In alle geval kan de toelage niet toegekend worden zolang er geen bewijs van begeleiding is.
- Art. 6
 - Er zal met de begeleidingsstructuren, die tot de bevoegdheden van de gewesten behoren, moeten bekeken worden of het haalbaar is om binnen een korte termijn een toezichtsverslag en een concreet actieplan op te maken. De toekenning van de toelage is hier immers afhankelijk van.
 - Het is niet duidelijk welk nut het heeft om een document dat het verloop van de omzet weergeeft, over te maken aan het RSVZ. Het is bovendien niet duidelijk op welke periode dit betrekking heeft.
- Art. 8
 - Naar het voorbeeld van de evaluatie van andere wetgeving, is het meer aangewezen dat de evaluatie wordt opgedragen aan het Algemeen Beheerscomité voor het sociaal statuut van de zelfstandigen, in plaats van door "de studiedienst van het RSVZ". Het is trouwens niet aangewezen om in een wet de betrokken dienst van een instelling aan te duiden,

ervan uitgaand dat die dienst met die bevoegdheden zou bestaan. Dit behoort tot de interne organisatie van de instelling.

- De evaluatiecriteria voorafgaandelijk laten vastleggen bij KB is een omslachtige procedure, waarbij de vraag kan worden gesteld naar het nut ervan

- Er ontbreken een aantal elementen :
 - Cumulatie met andere uitkeringen
 - Wie betaalt ?
 - De verjaringstermijnen voor de vordering tot uitbetaling of terugbetaling
 - Mogelijkheid tot verzaking aan onverschuldigd betaalde toelage
 - Datum van inwerkingtreding